

HUMBLLOT DOMINIQUE

‘’ *Génocide* ‘’

Gazaoui

auto-édition

EPILOGUE

Pour commencer, un peu d'histoire pour comprendre ce qu'il se passe au Moyen-Orient. Cela dure depuis des décennies et ce sont toujours les Palestiniens qui trinquent, ce peuple que les Israéliens ont expulsés de leur terre, car ils vivaient sur ce qui est aujourd'hui l'Israël. Ils ont tendance à confondre population civile (hommes, femmes, enfants) avec le Hamas qui malgré tout gouverne le pays et qui serait pour le monde des terroristes.

Cela dure depuis la création de l'état d'Israël, car ce dernier n'est pas un pays mais un état. Pourquoi le titre génocide palestinien, il faut regarder la définition dans le dictionnaire.

Génocide : Destruction méthodique d'un groupe humain. Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique total ou partielle.

La définition du génocide par l'ONU, déjà, la résolution 96 (I), adoptée le 11 décembre 1946, concevait le génocide comme le déni du droit à l'existence de " groupes humains ", c'est à dire " raciaux, religieux, politiques ou autres".

Pour qu'il y ait génocide, il doit y avoir une intention avérée de détruire physiquement un groupe national, ethnique ,

Racial ou religieux. Depuis 1949, les Gazaouis ne sont pas épargnés par les Israéliens, ils sont régulièrement pris en otages et beaucoup de morts parmi eux. Généralement, quand on regarde les chiffres, il y a 10 fois plus de morts chez eux que dans le camp adverse.

En fait, un génocide sont des exterminations planifiées par un état, indifférentes à l'âge ou au sexe des victimes. Au contraire, donner au génocide un sens plus large lui fait correspondre des éliminations sélectives telles que des pollicises, des massacres et des oppressions de population y compris quand ils sont mêlés à des guerres, des épidémies et des famines, ou encore des séries de meurtres racistes plus ou moins liés, laissés impunis par une autorité et contribuant à la disparition d'un peuple.

Mardi 25 mars 2024, la rapporteuse spéciale des Nations-Unies sur la situation des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé, Francesca Albanese, a déclaré dans un rapport soumis au conseil des droits de l'homme des Nations-Unies à Genève qu'il existe " *des motifs raisonnables de croire qu'Israël commet le crime de génocide contre les palestiniens* " à Gaza.

Callamard a appelé les pays du monde entier à " *user de leur influence pour insister sur le fait qu'Israël respecte la résolution, notamment en arrêtant les bombardements et en levant les restrictions sur l'aide humanitaire.*

J'y reviendrai plus tard.

Je commence par le commencement, c'est à dire, la naissance d'Israël.

La naissance de l'état d'Israël :

En 1880, naissance du sionisme, mouvement politique et religieux qui tire son nom de Sion, l'ancienne citadelle de Jérusalem. Le contexte y est favorable. Des communautés juives sont persécutées en Europe de l'Est tandis que l'idée nationale pénètre massivement Les esprits en Europe.

Le mouvement a pour but de fonder un foyer national regroupant les juifs de la Diaspora (*dispersion*) en Palestine. En 1882, un premier groupe sioniste, "*les amants de Sion*", est créé à Saint Pétersbourg et c'est de Russie que part la première vague d'immigration vers la Palestine. Le terme " sionisme " est inventé en 1886 par un philosophe et journaliste autrichien, Nathan Birnbaum.

En 1896, publication de l'état juif. Tandis que la montée de l'antisémitisme monte en France, avec l'affaire Dreyfus, en 1894, le journaliste austro-hongrois Théodor Herzl publie "*l'état juif*", en 1896.

En 1897, il réunit son premier congrès sioniste à Bâle, en Suisse, et fonde une organisation sioniste dont il devient le premier président. La population juive passe de 50 000 à 85 000 personnes à la veille de la première Guerre Mondiale.

En 1917, la conquête britannique met fin à quatre siècles de domination Ottomane en Palestine. Le 2 novembre, le ministre des Affaires étrangères, Lord Balfour, se prononce en faveur de la création d'un foyer national juif. Il s'engage à "*employer tous ses efforts pour faciliter la réalisation*" du

Projet sioniste. Avec cette " déclaration Balfour " se dessine la perspective d'un état pour les juifs.

En 1920, les Britanniques obtiennent de la société des nations un mandat sur la Palestine. Sous la domination britannique, les vagues d'émigrations, principalement de Russie, de Pologne et d'Allemagne, se poursuivent. Les colons juifs mettent en place des structures étatiques : une armée juive, une radio nationale, une université hébraïque, un système de santé, etc.

Déjà, ***nationalismes juif et arabe s'affrontent. Majoritaires sur le territoire, les Arabes dénoncent l'immigration juive de plus en plus importante.***

En 1945, la Shoah, car si le sionisme préexiste aux atrocités commises par le régime nazi, la Shoah peut être vue comme un accélérateur du processus de création d'un état juif. Ce crime de masse-l 'extermination planifiée de six millions de juifs pour la seule raison qu'ils étaient juifs-ne peut pas être ignoré dans la naissance d'Israël. Près de 300 000 rescapés retournent sur les terres de leurs ancêtres après la Seconde Guerre Mondiale.

Puis le 22 juillet 1946, une attaque de la bombe menée par l'organisation extrémiste juive " ***Irgoun*** ", qui combat la présence anglaise en Palestine, vise les bureaux des autorités britanniques à l'hôtel " ***King David*** ". Le bilan de cet attentat, 91 morts et 46 blessés. Le gouvernement britannique poursuit sa politique pro-arabe tout en envisageant de plus en plus sérieusement sont retrait de Palestine.

Le 29 novembre 1947, la situation est devenue ingérable

Pour les Britanniques qui cherchent de l'aide auprès de l'Organisation des Nations-Unies. L'ONU adopte un plan de **partage en deux états indépendants, un juif et un arabe**. Jérusalem est placée sous régime international.

Le 14 mai 1948, jour de la fin du mandat britannique sur la Palestine, David Ben Gourion, alors Président du Conseil National juif, proclame l'indépendance de l'état d'Israël dans une déclaration depuis le musée de Tel Aviv, en présence des représentants des mouvements sionistes. Le nouvel état se fonde sur la "*loi du retour*", c'est-à-dire que tout juif du monde entier a le droit de s'installer dans le pays.

Les Arabes, qui occupent majoritairement le territoire (1,2 million face à 650 000 juifs en 1948), ne supportent pas cet affront. La première guerre israélo-arabe éclate dès le lendemain. Elle aboutit à la création d'une ligne de démarcation entre Israël et la Palestine, en vigueur jusqu'en 1967.

En 1949, l'édification de l'état d'Israël. Une fois cette première guerre terminée, Israël peut enfin se consacrer à mettre en place les structures de l'état tant attendu par le peuple juif.

Des élections nationales sont organisées le 25 janvier 1949 (près de 85 % des électeurs y participent) et aboutissent à la création de la première Knesset (parlement) de 120 sièges. David Ben Gourion, qui a mené Israël à l'indépendance, accède au poste de Premier-Ministre et Chaïm Weizmann, chef de l'organisation sioniste mondiale, est élu Président de l'état par la Knesset. Le 11 mai 1949, Israël devient le 59-ème membre de l'Organisation des Nations-Unies.

Le 14 décembre suivant, la capitale est transférée à Jérusalem.

Il y a une réflexion qui est celle-ci, à la fin du XIX -ème siècle où l'idée de nation s'est imposée, ***un peuple sans terre, sans état, est naturellement la proie des autres nations***, il est le fantôme minoritaire à qui l'on s'en prend. Le juif est considéré par les indigènes sédentaires comme un clochard, par les gens aisés comme un mendiant, par les pauvres gens comme un exploiteur millionnaire.

Cette haine qui marque la faillite des idéaux des lumières est la centrale dans la décision de Herzl à prendre en main le destin des juifs qui doivent se trouver " ***une terre à eux*** " plutôt que de se laisser enfermer dans de nouveaux ghettos. Pour moi, c'est " ***je n'ai pas de terre je prends celle des autres avec ou sans force*** ". Car pour eux, pas question de quitter ce qu'ils considèrent comme leur terre.

" ***Une terre sans peuple pour un peuple sans terre*** " c'est la formule qui va s'imposer dans les premières années du XX -ème siècle pour justifier le droit des juifs de prendre possession de la Palestine en rachetant des terres à des propriétaires Ottomans qui habitent qui n'habitent pas toujours sur place et les louent à des paysans palestiniens. Alors, ces derniers apprennent du jour au lendemain qu'ils doivent partir, ce qui va provoquer les premières guerres entre juifs et arabes, en 1909.

Depuis des décennies, des guerres sans merci entre les Israéliens et les Palestiniens. J'y reviendrai plus tard dans le livre. Ils chassent les Palestiniens pour prendre leur terre. Le dernier plan britannique prévoyait un partage de la

Palestine en deux états, l'un arabe de 75 % et l'autre juif de 25 %.

Mais cela n'a pas été respecté. L'ONU prévoyait 60 % des territoires de la Palestine, aujourd'hui, l'Israël a les 60 %, 18% par la Palestine et a 22 % conjointement. Les Etats-Unis entendent remplacer la Grande-Bretagne au Moyen-Orient et s'affirmer comme le protecteur du nouvel état.

L'Israël est un état de république parlementaire. Son président actuel, Isaac Herzog, son premier-ministre Benjamin Netanyahu. Son entité précédente était la Palestine. Israël est le seul état au monde où la population est majoritairement juive, avec une proportion de 75 %.

La population non juive comprend principalement des Arabes, pour la plupart des descendants des arabes de l'époque de la Palestine mandataire aussi on les appelle les arabes Israéliens. Ils représentent 21 % de la population et 85 % d'entre eux sont des musulmans.

Depuis sa création en 1948, l'Israël s'est confronté à plusieurs reprises avec des pays arabes voisins. L'Egypte et la Jordanie ont signé un traité de paix avec lui, mais l'Israël reste en conflit avec la Syrie, le Hezbollah au Liban, le Hamas dans la bande de Gaza. Entre outre, de nombreux pays de la région ne reconnaissent pas, voire rejettent son existence. L'Israël partage ses frontières avec le Liban au nord, la Syrie au nord-est, la Jordanie et le Cisjordanie à l'est, l'Egypte et la Bande de Gaza au sud-est. La superficie d'ensemble sous contrôle direct ou partiel qui comprend également les territoires palestiniens et exclut Gaza, est au total de 27799 km².